

# Secret professionnel



## I. Notion de secret

- Très ancienne.
- **Définition** : La rupture de secret professionnel = **information concernant un patient révélé à un tiers**. Le secret couvre tout ce qui est venu à la connaissance du médecin dans l'exercice de ses fonctions : ce qu'il a vu, entendu ou deviné.

## II. Les piliers du secret

Trois fondements :

1. **MORAL** : serment d'Hippocrate
2. **DEONTOLOGIQUE** : s'impose à tous les médecins + tous ceux qui assistent le médecin
3. **PENAL** : violation du dossier passible de 1 an de prison + d'une amende, il s'agit d'un **délit** jugé en **tribunal correctionnel**. Il existe des dérogations légales, obligatoires (impose au médecin de donner des infos) ou facultatives (on autorise à donner des infos)

## III. Caractère du secret

Il est :

- **Total**
- **Intangible** : personne ne peut délier le médecin y compris le patient. Le secret persiste après la mort
- **Concerne la totalité des médecins et des assistants**

## IV. Dérogations

### → OBLIGATOIRES

- **Déclarations de naissance et de décès**
- **Maladies infectieuses** (selon liste établie)
- **Accidents du travail et maladie professionnelles** (d'un point de vue juridique)
- **Psychiatrie**
- **Justice**

## → FACULTATIVES

Font appel à la conscience du médecin face à des situations particulières :

- Maltraitance, sévices ou privations

Le code pénal distingue :

1. Les majeurs non vulnérables : quelque soit les violences , son **accord est nécessaire**
2. Les majeurs vulnérables : vulnérabilité physique ou psychique. On **peut informer les autorités** si on pense que c'est nécessaire
3. Les mineurs : On **peut aller voir les autorités**

- Secret partagé entre professionnels
- Pronostic grave : informations à la famille
- Ayants droits

## V. Quelques particularités

- Le secret existe entre médecins s'il ne fait pas partie de la continuité des soins
- Seul le médecin désigné a accès à toutes les infos
- En cas de saisie du dossier par la justice, le dossier est scellé. Ce sceau ne sera rompu que par le médecin désigné par l'enquête.

